

Portraits de femmes

La Maison rue Verte est une structure en appartements qui offre aux femmes, en plus, un accompagnement psychosocial. Elle propose aux mamans de se poser un temps dans leurs recherches harassantes, et trop souvent vaines, de logement... Il y a huit appartements à la Maison rue Verte. "Mais on reçoit 350 demandes par an, explique Luc Badet assistant social. Quand elles viennent ici avec leurs enfants, les femmes peuvent se réinstaller un peu comme chez elles." Le turnover au niveau des femmes qui y séjournent est assez lent: entre sept mois et un an. La moyenne du temps de séjour s'accroît avec la difficulté d'accéder à un logement social. Ce dernier devient quasiment inaccessible en raison du nombre de demandes et des rotations des locataires, qui ne sont pas suffisamment importantes pour libérer les logements...


"Donc, on fonctionne avec quelques agences immobilières sociales qui inscrivent les personnes quand elles sont chez nous, explique Luc Badet, mais il y a pas mal d'AIS qui ont arrêté de prendre des inscriptions parce qu'elles en ont trop et qu'elles n'arrivent pas à tout gérer." Quand un appartement se libère à la Maison rue Verte, c'est un coup de chance que Yamina, Caroline, Sonia et Margareth ont saisi au vol, comme une aubaine! "Il n'y a pas de place dans les autres centres d'urgence, nous affirme Sonia, et un logement privé devient quasi inaccessible pour une femme seule avec enfants." Quant aux logements sociaux, "je crois qu'il y a 35 000 dossiers en attente. Du coup, les dérogations

ELLES S'APPELLENT CAROLINE, YAMINA, SONIA ET MARGARETH. ELLES SONT TOUTES JEUNES, MÈRES ET ONT CONNU LA PRÉCARITÉ SUITE À UNE SÉPARATION OU UN DIVORCE. POUR LA PLUPART D'ORIGINE ÉTRANGÈRE, ELLES SE SONT BATTUES, BEC ET ONGLES, POUR GARDER LEURS ENFANTS... QUAND ELLES N'ONT PAS DÛ FUIR POUR LES SAUVER D'UN PÈRE VIOLENT, IRRESPONSABLE VOIRE POLYGAME... NOUS LES AVONS RENCONTRÉES À LA MAISON RUE VERTE, UNE MAISON D'ACCUEIL POUR FEMMES SEULES OU AVEC ENFANTS.

Abida Allouache
CSCE

d'urgence ne valent plus rien, explique Luc. Il n'y a plus d'urgence qui tienne car, par rapport au système social, ce n'est plus une urgence". Cela devient assez problématique car ce qui, dans la norme "civile", constitue une urgence ne l'est plus dans l'état actuel des choses... Autrement dit, ce qui est anormal et devrait être considéré comme une urgence, notamment le fait de se retrouver à la rue avec des enfants, est devenu normal dans le système social actuel, en vertu du déficit criant de logements. Ainsi donc, le seuil de la précarité pour ces femmes se situe au niveau de la non-accessibilité au logement et ce, suite à une baisse de revenus, à une fin de bail, à un divorce...

MÈRE COURAGE

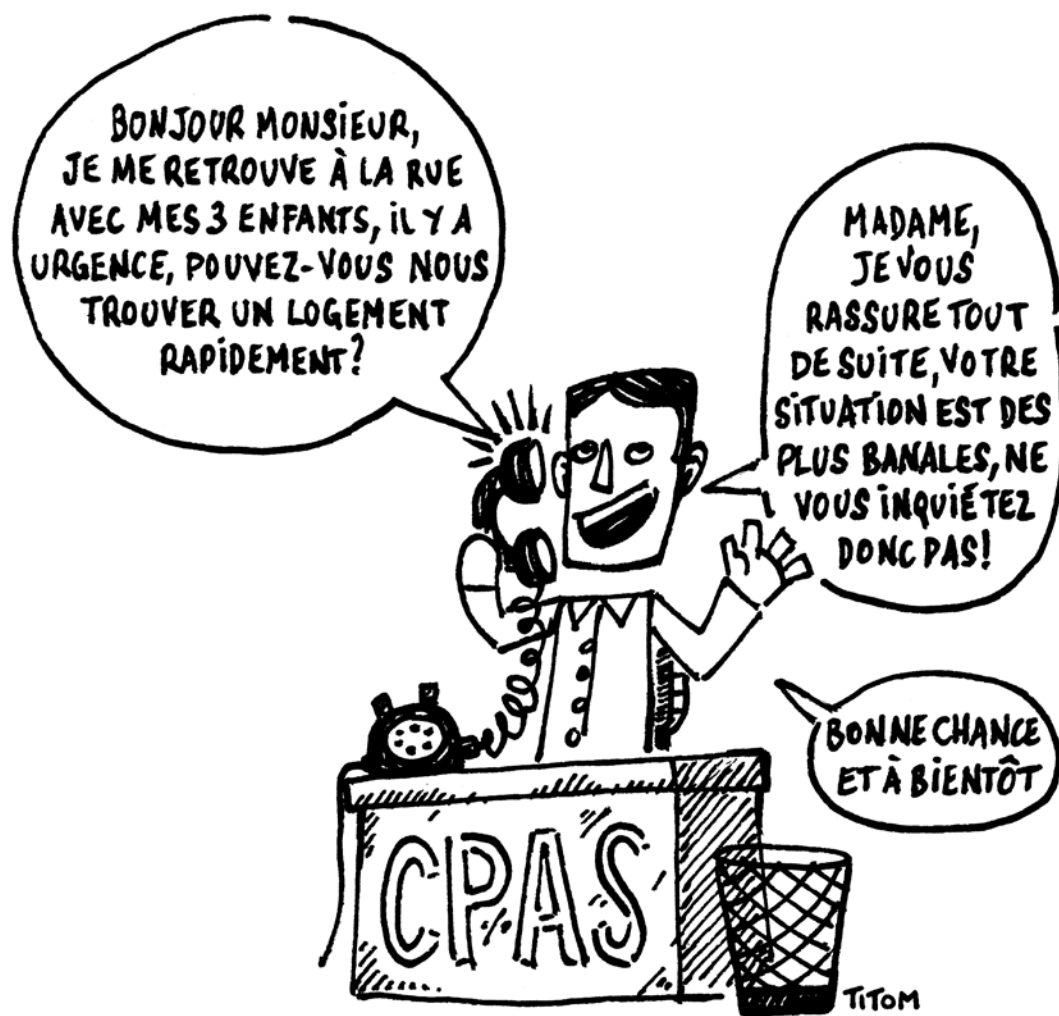
Yamina  a des yeux rieurs derrière ses lunettes. Le liséré de son foulard est joliment accordé à sa tunique. Elle est venue avec des beignets tout chauds qu'elle

venait juste de préparer. Sans nous connaître, elle ne voulait pas venir à notre rencontre les mains vides. Durant tout le temps qu'a duré notre entretien, son sourire a illuminé la pièce. Pourtant, son histoire est loin de ressembler à un long fleuve tranquille.

Yamina a connu son mari, un Belge flamand, aux Comores, l'archipel qui l'a vu naître. Après le mariage, elle vient rejoindre son mari à Anvers en 1998. Très vite enceinte, elle enchaîne les naissances, chaque année, les premiers temps. Puis la famille s'expatrie en Jordanie. Quand le mari décide de se remarier, Yamina se rebiffe et refuse la polygamie. Le couple se sépare. Yamina est enceinte d'un mois de son 5^e enfant. Elle va se battre pour avoir la garde de ses petits (12 ans, 11 ans, 10 ans, 8 et 4 ans). "J'aime beaucoup mes enfants, cela a été très dur pour moi de les laisser avec lui au début." Cela va lui prendre

des mois pour gagner le droit de garde en Jordanie. Mais ses plans sont ailleurs. "Ce n'était pas mon pays, il m'avait laissée comme ça, je n'avais aucun droit là-bas... Pour avoir mes droits en tant que femme, j'ai décidé de revenir et de refaire ma vie en Belgique avec mes enfants."

Elle va concevoir une stratégie très élaborée pour arriver à faire sortir ses cinq enfants du territoire jordanien sans que le père ne le sache, ce qui va lui demander de mettre sa mère dans la connivence. Cette dernière gardera les enfants pendant qu'elle voyage en Belgique pour refaire des passeports belges à ses enfants, le père ayant confisqué leurs papiers. Elle va courir de services en ministères, pleurer, plaider sa cause et réussir à faire refaire les si précieux documents. "Les autorités belges là-bas, ou ici au ministère, m'ont vraiment soutenue et fort aidée. Je leur en suis tellement reconnaissante" assure-



Fin de bail

t-elle. Bien sûr, cela ne fut pas de tout repos et en plus "les enfants étaient petits, ils ne comprenaient pas tout". Le passage des frontières de plusieurs pays arabes fut épique pour ce petit bout de femme qui déploya des trésors d'intelligence et d'ingéniosité pour expliquer aux divers douaniers l'absence du père.

Arrivée en Belgique, sans ressources après avoir payé ses frais d'avocat et toujours pas divorcée juridiquement ⑤, Yamina doit faire face aux multiples démarches pour trouver un logement: en vain. Avec cinq enfants, l'hébergement transitoire chez les "amies" et connaissances tourne court. Avec les propriétaires privés, ça ne marche pas non plus: non seulement les loyers sont trop élevés mais, en plus, sa famille trop nombreuse fait peur...

Le CPAS d'Anvers dont elle dépend lui pose pas mal de difficultés pour l'octroi du revenu d'intégration. On l'oblige à prendre des

La précarité, Sonia y a basculé après une fin de bail. Elle aussi a recherché vainement un logement jusqu'au jour où il a fallu libérer les lieux, déposer les affaires chez un beau-frère en attendant et dormir chez des amis avec ses trois enfants. Ledit beau-frère finira par l'informer par SMS de passer reprendre ses affaires sur le trottoir.

Se retrouver à la rue? "Non, jamais je n'avais pensé que cela m'arriverait à moi. Cela pouvait arriver à n'importe qui mais pas à moi. Et là, je me suis sentie mal. J'ai pas eu le sentiment d'être aidée. Partout où j'allais, on ne faisait que m'envoyer de droite à gauche. Je n'avais pas l'impression qu'ils voyaient l'urgence avec trois enfants à être dehors. Tout ce qu'on me disait: "Téléphonez là, téléphonez là-bas, revenez demain." Et en attendant, la nuit, on la passe où?" Sa mère malade l'héberge quelque temps. Mais les trois garçons (17, 14 et 5 ans et demi) sont trop remuants et bruyants à son goût. Sonia et ses fils doivent partir. Heureusement, un appartement se libère à la Maison rue Verte. "Ici, on m'a mise à l'aise, je me sens rassurée; moi qui suis malade et en dépression, je commence à me sentir mieux..."

L'histoire de Sonia fait sauter certains clichés sur la solidarité des familles maghrébines.

Née en Belgique, mariée avec un homme venu d'Algérie, elle aura trois enfants et se sépare après 17 ans de vie commune, "17 ans de souffrances" dira-t-elle. Sonia a dû se débrouiller seule. "La famille? Non, vraiment, aucune aide, dit-elle. J'arrivais à être jalouse de certaines familles plus solidaires. Quant au père de mes enfants, il ne s'est jamais occupé d'eux."

"Je ne sais pas ce qui va se passer. Depuis que je suis ici, j'espère avoir un logement, un espace à moi, après on verra. Mais je ne regarde plus les gens de la rue comme avant."

Comme Sonia, toutes les femmes que nous avons rencontrées à la Maison rue Verte reconnaissent que leur regard a changé sur les sans-domicile et les habitants de la rue. Il n'y a plus de jugement négatif à leur égard mais plutôt de l'empathie et une volonté de les aider dans la mesure de leurs moyens. "Il y a une dame que je vois là, dans la rue pas loin, elle dort sur le trottoir. Si j'avais eu un chez-moi, je l'inviterais à entrer, à venir manger, se laver, dormir... J'en ai repéré une autre à Rogier, que je vois debout... Je me dis: "Elle a peut-être eu un problème avec son mari ou son compagnon, ou une fin de bail. Et même les alcooliques, je ne les juge plus, on peut tous y passer. Ça, je le sais maintenant..."



ACTIVITÉS POUR LES RÉSIDENTES DE LA MAISON RUE VERTE

cours de néerlandais à Anvers alors qu'elle a fini par trouver une maison d'accueil à Bruxelles. "Ils ne voulaient pas m'écouter tant que je ne parlais pas le flamand. J'avais beau leur raconter mon histoire en anglais, leur seule réponse était: Parler néerlandais d'abord." Yamina parle au moins trois langues en plus de sa langue maternelle, et elle se fait fort d'apprendre le néerlandais. Mais elle aurait aimé pouvoir suivre des cours à Bruxelles au lieu de

prendre le train pour Anvers afin d'assister à chacun de ses cours. De même, elle doit accomplir le déplacement chaque fois qu'elle (ou l'un de ses enfants) tombe malade et qu'elle a besoin d'une réquisition du CPAS pour des soins... Malgré tous ses tracas, elle a appris cette langue, elle suit une autre formation à Bruxelles et trouve le temps de suivre la scolarité de ses enfants qui "travaillent très bien à l'école, ils sont parmi les meilleurs" raconte-t-elle fièrement.

LA FIN D'UN AMOUR

Margareth est née au Sénégal et est venue en Belgique par amour. Elle tenait son propre commerce quand elle fit la connaissance d'un Belge qui tomba amoureux d'elle. Margareth avait déjà trois enfants. Mariée à 16 ans par sa famille, "c'était dur et difficile, mais il fallait obéir à ses parents". Elle finit par divorcer et se lance "dans les affaires" comme elle dit.

Elle a 24 ans quand elle se marie

avec son amoureux de Belgique qu'elle vient rejoindre à Bruxelles. Après 8 ans de mariage et la naissance de deux adorables fillettes, c'est le divorce. Le juge la somme de quitter dans les deux mois le domicile conjugal.

Et la voilà dehors avec cinq enfants et la quête d'un logement. Les propos racistes qu'elle endure de la part de certains propriétaires sont absolument immondes et la blessent profondément! Mais le racisme normal, c'est quoi? "Tu téléphones pour un appartement, on te demande: Tu es de quelle origine? Tu es africaine, non, on ne loue pas; ou alors tu téléphones, et quand tu arrives pour la visite, ils voient ta tête: Non, c'est déjà loué et pourtant, quand j'ai donné le numéro de téléphone à une autre personne pour vérifier, ils répondent: Ah oui, l'appartement est toujours libre!"

Elle aussi se retrouve à la rue malgré la mobilisation de ses voisins, et elle va vivre un temps dans un home: "On vivait indignement dans deux pièces. Si on se lève après 8 heures, la porte du petit déjeuner est fermée, on n'a plus de petit déjeuner. De plus la nourriture n'était pas halal. Je suis musulmane, mes enfants et moi ne pouvons pas manger de porc. Je préfère mendier et aller acheter une baguette; la plupart du temps, on ne mangeait que du pain avec du lait et du beurre. Ils disaient que le menu était fixé ainsi car ils ne pouvaient pas servir les gens à la carte selon leur confession. Je payais 695 euros pour vivre dans ces conditions! Le CPAS complétait et ça leur faisait plus de 1 000 euros par mois. 20 heures, la porte se ferme; les gens, là-bas, ils sont apathiques, à regarder dans le vide; il y a des gens qui ont vécu là 3 ans... juste assis, à boire du café et fumer et sans parler. C'est pas une vie ça! On est des humains quand même! On a un problème de logement mais on ne doit pas nous traiter comme des moins que rien; il y a d'autres façons de faire pour aider les gens,

les mettre sur des chemins où ils peuvent s'en sortir..."

Aujourd'hui, à 32 ans, Margareth s'interroge "Qu'est-ce que je dois faire? Retourner chez moi, au Sénégal? Avec quoi? Mes affaires là-bas ont périclité car je n'étais plus là pour en prendre soin. Si je dois retourner, je ne peux pas laisser les jumelles ici parce que leur père n'est pas d'accord qu'elles partent au Sénégal. Des fois, je pleure et me demande comment je vais faire pour m'en sortir; pourtant, je ne suis pas un assassin."

Aux gens qui la connaissaient d'avant, elle n'aime pas dire qu'elle vit dans un centre d'accueil: "Je me sens humiliée par rapport à avant. Quand tu es mariée, tout va bien, tu es entourée de tout le monde. Mais quand ça casse, on te met à l'écart. Le mariage c'est comme la loterie... Et quand ça casse, parfois, c'est bonjour la précarité!"

Sonia, Yamina ou Caroline ne sont pas des victimes éplorées et fatalistes. Ce sont des femmes courageuses, et même malades comme Sonia ou Margareth, elles sont d'une force exceptionnelle. Elles ont réussi des choses extraordinaires comme Yamina qui a fait fuir ses enfants à travers plusieurs pays arabes sans l'assentiment du père ou Caroline qui a changé de pays avec sa fille pour la protéger de la violence d'un ex-mari... Ce sont des combattantes, de vraies guerrières pour faire face aux aléas du quotidien chamboulé de leur vie de galères. Avec ça, les enfants doivent manger, s'habiller, aller à l'école et trouver le sourire de maman pour les consoler avant de dormir... Elles font montre de ressources et de compétences hors du commun pour survivre avec leurs enfants dans la précarité et la pauvreté qui en découlent. ■

Ⓐ Les prénoms ont été changés.

ⓐ Yamina a été répudiée.

Caroline, une femme rebelle

Caroline a quitté la France et sa petite ville de province pour fuir un ex-mari violent. "J'étais en conflit avec lui. Il m'avait menacé de m'enlever ma petite fille malgré le fait que j'en avais la garde exclusive et ça, je n'ai pas pu supporter. En mettant une frontière entre nous, je me sentais plus en sécurité." Elle n'a pas préparé son voyage et ne sait pas très bien où s'installer en Belgique. Elle débarque à Bruxelles, avec de maigres économies et sans savoir si son diplôme d'auxiliaire puéricultrice allait être valable.

Elle habite d'abord dans un quartier "où il y avait de la violence, des agressions... J'en suis vite partie. J'ai trouvé une colocation avec une autre maman". Mais la cohabitation ne se passe pas bien, Caroline fait appel à deux ou trois amies qui l'hébergent à tour de rôle: deux jours là, un week-end ailleurs. Mais avec un enfant de deux ans sur les bras, elle voit fondre ses économies. Elle travaille à temps partiel comme femme de ménage dans le cadre des titres-services. Elle a un revenu d'à peine 400 euros par mois, vraiment pas de quoi pavoiser... "Faire les courses, acheter les couches, faire quelques machines et plus rien... On attend que le mois se termine... Il y avait des moments où ma fille n'avait plus de couches et je n'avais plus d'argent. Je demandais aux copines de dépanner et après faut rendre et quand on a rendu, on a moins..." Alors, elle apprend à gérer au plus serré, ce qu'elle ne faisait pas avant. "J'avais la maladie de la dépense. Aujourd'hui, je l'ai moins", dit-elle en riant. "Je ne pouvais pas travailler plus parce que je mettais la petite à la crèche les matinées et que je la reprenais les après-midi pour être avec elle car elle n'allait pas bien. J'avais pas le choix."

Après un an et demi d'errance, elle décroche une place à la Maison rue Verte et obtient enfin l'aide du CPAS. "Comme j'avais une domiciliation ici, on a pu faire une demande au CPAS de Saint-Josse qui a été acceptée et à partir de là, ça a commencé à aller mieux."

Pourtant les professionnels censés l'aider ne sont pas toujours d'un grand soutien. "En tant qu'allocataire social, on est confronté à de l'agressivité, du manque de respect et de l'infantilisation de la part de certains assistants sociaux du CPAS. Moi, je suis tombée sur une assistante sociale qui me rabaisait et me disait: "Vous pouvez pas faire mieux? Comment ça se fait que vous vous êtes trouvée dans cette situation et pourquoi?", des questions auxquelles je ne m'attendais pas. Déjà que j'avais du mal à émerger de mes problèmes... Ce n'était pas facile, je voulais même quitter le CPAS... J'en ai

parlé plusieurs fois à Luc Badet - mon assistant social de la Maison rue Verte - et il m'a dit: "Non, persiste, tiens le coup, ça va aller." Il a fallu que je me dispute fort avec elle et devant ses collègues pour que je puisse mériter son respect. Et là, notre relation a complètement changé. On a l'impression, quand on s'adresse à un CPAS, qu'on est plus du tout à un niveau d'humain, on nous descend à une échelle plus bas; et je vous assure que ça n'aide pas à remonter la pente."

"C'est vrai, ajoute Luc Badet, nous voyons la différence, quand on est présent avec la personne, ils essaient d'être plus diplomates; clairement, l'attitude est différente parce qu'on est là. C'est manifeste, ça donne de la crédibilité au discours. Quoique pas toujours. Moi j'ai déjà eu des blagues ou c'est moi qui ramassais toute l'agressivité de l'intervenante sociale."

"Le fait d'être passée ici à la rue Verte, assure Caroline, ça a été une bouffée d'air dans le sens où je me sentais enfin soutenue et valorisée dans ce que j'entreprenais... Le nombre de fois où j'avais été humiliée, rabaisée... Pourtant, je me savais capable. Mais submergée par les problèmes, on oublie qu'on est capable... Dire qu'il y en a qui, dans une situation de confort, se mettent à pleurer pour un oui, pour un non... Quand on est à la rue, qu'on cherche de l'aide et qu'on ne trouve pas, je vous assure, ça rend fou... On sait pas dans quel bureau s'adresser, on me donnait mille informations, je ne connaissais pas les adresses... Et devoir quémander de l'aide, c'est vraiment une situation que je n'avais jamais vécue. Avant d'avoir ma fille, je travaillais, j'avais une vie de "fêtarde"; je dépensais mon argent sans réfléchir. Là, je me suis dit: "Je ne veux pas faire vivre cette misère à ma fille." J'ai même pensé à la placer, comme je n'étais pas en capacité de lui donner ce dont elle avait besoin. On ne pense pas que l'on peut aussi basculer dans la précarité, on se dit: "C'est pour les autres!" Avant, devant les gens qui tendent la main dans la rue, je donnais mais je passais hautaine. Là, mon regard a changé, je suis passée par là..."

Après un séjour de 10 mois à la Maison rue Verte, Caroline a obtenu un logement social juste au moment où elle passait avec succès ses examens d'assistante sociale. Pour sa première année d'étude, elle a juste raté 4 examens sur 22, avec un enfant à charge. Elle a de quoi être fière d'elle, même si elle n'a pas beaucoup dormi...